

Comité Technique Local du 17 décembre 2019 (2nde convocation) Liminaire

Madame la directrice,

En préalable nous vous rappelons notre attachement à un réel dialogue social qui ne consiste pas à ratifier et accompagner des réformes voulues par le seul gouvernement et ses laquais. Aujourd'hui, nous n'appliquerons pas la politique de la chaise vide même si l'envie n'en manque pas.

Cependant nous avons décidé de siéger, car nous représentons les agents du département qui nous ont élus, qui posent des questions et ont besoin de réponses.

Depuis le 5 décembre, les salariés ont massivement rejeté la contre-réforme des retraites. Les agents des finances ont d'ailleurs largement participé à cette mobilisation. Rien dans les propos du Premier Ministre ne peut les rassurer, bien au contraire. L'entêtement du gouvernement n'a d'égal que la détermination des salariés à exiger l'abandon de cette réforme.

A l'ordre du jour, les prémices du Nouveau Réseau dit « de Proximité » le sujet qui préoccupe l'ensemble des agents de la DGFIP et évidemment de la DDFIP Haute-Marne qui, à nouveau, ont manifesté leur colère lors du mouvement du 5 décembre dernier.

Les propositions de l'administration, pour soi-disant le bien être des agents et dans l'intérêt du service public, sont :

- la création d'antennes dont la viabilité n'est toujours pas connue
- le travail à distance (dans quelles communes et dans quels locaux, pour combien de temps.....)
- le télé-travail

- la participation des agents des finances publiques dans les Espaces France Service mais avec un engagement jusqu'en 2026
- la généralisation de l'Accueil Personnalisé sur RDV qui réduira encore considérablement les plages d'accueil.

Ces solutions ne peuvent être la réponse aux angoisses des collègues. De plus, les mesures d'accompagnement financières et statutaires à la mobilité subie ne sont que la transposition dans notre administration d'un véritable plan social qui ne porte pas son nom. Tout ceci apparaît comme une tentative maladroite de dédramatisation ou l'expression du mépris que la DGFIP porte à ses agents ?

La nouvelle carte d'implantation de nos services que vous tentez, vainement, de vendre aux élus locaux n'a en fait que bien peu évolué par rapport à la première version et ne rassure personne.

Personne n'est dupe que ce soient les élus ou les organisations syndicales. Ne serait-il pas plus honnête d'arrêter de parler de concertation, là où il n'y a que communication ou échanges ?

Nous vous alertons, une fois de plus, sur le mal être croissant des agents dans les Services. Des situations de souffrance préoccupantes nous sont exposées quotidiennement.

Le projet de nouveau réseau de proximité n'est pas de nature à les rassurer, bien au contraire.

Tout comme l'annonce de 2 suppressions d'emplois en Haute-Marne ! Nous n'allons pas nous réjouir alors que notre département a, largement depuis des années, participé à la réduction drastique des effectifs voire servi d'exemple dans l'interrégion en contribuant largement plus que d'autres départements de même taille (pour mémoire, 16 emplois en 2019, 21 en 2018, 11 en 2017...).

Cependant, nous l'affirmons, nous n'aurons de cesse de poursuivre le combat.

Nous exigeons :

**LE MAINTIEN ET LE RENFORCEMENT DE TOUS LES SERVICES
DE PLEINE COMPÉTENCE SUR L'ENSEMBLE DU DÉPARTEMENT
AINSI QUE LE RETRAIT DU PLAN DARMANIN.**

**Les représentants FO-DGFIP en CTL
TITULAIRES**

Rachel Delacourt, Céline Lefèvre, Rachel Sugneau, Guillaume Tavin, Guy Zimmerlin

N'HÉSITEZ PAS À APPELER LA PERMANENCE POUR FAIRE REMONTER VOS PROBLÈMES OU DEMANDER DES PRÉCISIONS.